



La Commune



La concertation, c'est la Machine-à-Perdre !

La mobilisation, c'est l'unité, pour le retrait du Pacte ferroviaire, dans un seul but : la victoire !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 36 (bis) – samedi 17 mars 2018

Si ce n'était pas triste, on en rirait, au point de se demander où est passée la 7^{ème} compagnie. Un planning de grève jusqu'au mois de juin à la SNCF et, dans le même temps, 20 séances de concertation avec la madame la ministre des Transports (E. Borne), où chaque syndicat sera reçu séparément - ce qui est nettement plus facile pour diviser le front syndical. Si nous voulons vraiment perdre, c'est très exactement la marche à suivre, l'ennemi ayant sous les yeux le planning d'une grève dite « discontinuée » à la SNCF dans sa main gauche et celui des séances de concertation avec chacune des fédérations de cheminots, dans sa poche droite. Ce scénario, comme toutes les mises en scène préétablies, sera déjoué. La réalité sera plus forte que cette Série B.



de
La Commune
Pour un Parti des Travailleurs

Depuis l'annonce des « modalités » de la grève « sur trois mois » concocté par les états-majors fédéraux « dans l'unité », la colère gronde sur les réseaux sociaux et dans les syndicats.

A tel point qu'un secrétaire fédéral SUD-Rail tente d'y mettre le holà, comme suit

« Message du secrétaire fédéral SUD Rail

A l'attention de mes camarades militants !

C'est aujourd'hui une des attaques les plus graves et les plus dangereuses que subissent les cheminots, l'entreprise publique et le système ferroviaire.

Depuis hier soir (15 Mars), tout le petit monde militant cheminot se cristallise sur la forme en oubliant le fond et les quelques échanges "virulents" que je vois entre collègues militants, adhérents ou simple sympathisant des différentes organisations syndicales, notamment sur les réseaux sociaux, me laissent à penser qu'enclencher un conflit dans ces conditions avec de la défiance entre les différentes organisations syndicales et surtout leur militant n'est pas de nature à créer les conditions d'un mouvement gagnant.

Les choses sont claires, c'est le combat d'une vie de cheminot qui va s'ouvrir dès le 3 Avril. Certes chaque organisation, avec le mandat de ses syndiqués, à fait valoir sa vision des modalités du conflit mais est-ce le plus important quand, unanimement, ces mêmes organisations sont alignées sur le principal, le fond, la nécessité d'arracher l'entreprise et ses cheminots des griffes de Macron, de la privatisation et de la remise en cause de l'ensemble des droits sociaux des agents...

En faisant fi de ce qui nous divise mais en nous rassemblant autour de ce qui nous réunit nous pouvons gagner pour tous, cheminots, service public ferroviaire et usagers.

Soyons unis autour de l'essentiel, continuons à aller porter partout, auprès de chaque cheminot, de chaque usager, les raisons de fond pour lesquels l'ensemble des salariés de la SNCF et leurs organisations appellent à la mobilisation.... collectivement nous méritons tous ça.

Ce sont d'abord et avant tout les cheminots qui décideront de leur mouvement mais aujourd'hui rien n'empêche, sur le fond, l'union sacré face au danger vital et aux abîmes qui s'ouvre devant nous !

Alors mes camarades, de SUD-Rail, de la CGT... reprenons le combat, pas entre nous, mais bien contre ceux qui veulent nous démanteler !

Erik Meyer

Secrétaire fédéral des syndicats SUD-Rail.

A fond la forme !

- La forme , ici « *détermine et caractérise le contenu* » ¹ des choses. La forme ne nous est pas prescrite ...pour la forme. Elle ne s'arrête pas aux modalités « innovantes » (dixit Aubert, chef de la fédération CFDT Cheminots qui militait contre la grève en 2014 et pour la Loi El Khomri en 2016) de la grève « discontinue » sur trois mois
- La forme , c'est aussi l'attitude du bureau confédéral CGT qui décide une nouvelle fois de se prêter à la concertation voulue par Macron pour sceller son Pacte ferroviaire. Et ce, sans réunion du Comité Confédéral national de la CGT, souverain entre deux congrès.
- La forme , c'est aussi une intersyndicale tellement intersyndicale que chaque état-major fédéral sera reçu séparément par Madame la ministre des Transport (Elisabeth Borne) qui sera elle-même confinée au rôle d'opératrice de saisie pour Macron.

Nous, « le petit monde militant »

Le docte secrétaire fédéral SUD -rail se livre alors à un rappel à l'ordre à « *tout le petit monde militant cheminot se cristallise sur la forme* ». Le « petit monde »...Quelle suffisance !

Ce « petit monde » est fait de cheminots qui se dépensent sans compter pour défendre au quotidien individuellement et collectivement des salariés de la SNCF et souvent aussi des entreprises prestataires de service et sous-traitantes. Mais ne nous formalisons pas sur le ton de ce modérateur. Il veut que nous parlions du fond, alors parlons-en et n'en déformons pas.

Une « intersyndicale », ça ? Vous êtes sûrs ?

- L'intersyndicale exige-t-elle le retrait du Pacte ferroviaire ?
 - Non !
- Cette intersyndicale propose-t-elle aux travailleuses et travailleurs du rail de renouer avec le combat pour le retour au Monopole public d'Etat des Chemins de fer ?
 - Non !

- Cette intersyndicale a-t-elle consulté les salariés appelés à faire grève et l'ensemble des syndiqués sur le FOND de la plateforme que le « quartet » CGT UNSA SUD CFDT a mis au point dans un coin de bureau ?
 - Non !

Cela, ce n'est pas l'unité mais le CONSENSUS autour de la CFDT, c'est donc la Machine à perdre, qu'on le veuille ou non. Or, personne ne se bat pour perdre !

Nous l'avons vu, à bon droit, les dirigeants SUD Rail ont vigoureusement protesté contre les « modalités » imposées à la demande de la CFDT mais aussitôt, leur chef fédéral nous dit « *Certes chaque organisation, avec le mandat de ses syndiqués, a fait valoir sa vision des modalités du conflit mais est-ce le plus important quand, unanimement, ces mêmes organisations sont alignées sur le principal, le fond, la nécessité d'arracher l'entreprise et ses cheminots des griffes de Macron, de la privatisation et de la remise en cause de l'ensemble des droits sociaux des agents...* »

Une unité de salon

Relisons donc le courrier unitaire du 7 mars:

Madame la Ministre,

A la suite du discours du Premier ministre du 26 février 2018 prétendant définir « un nouveau pacte ferroviaire », vous engagez un cycle de réunions de concertation bilatérales à compter du 1^{er} mars.

Avant cette échéance, les fédérations CGT, UNSA ferroviaire, Sud-Rail et CFDT souhaitent vous confirmer unitairement les orientations que nous contestons dans les recommandations émises par M. Spinetta et dans les déclarations du Gouvernement :

- La transformation des EPIC du groupe public ferroviaire en sociétés anonymes, même sous la forme de sociétés à capitaux publics garantis, dont les motivations ne nous semblent pas crédibles et qui préfigure le lancement d'un processus de privatisation ;
- La filialisation de Fret SNCF sous la forme d'une société anonyme, alors même qu'après des restructurations considérables, la situation économique actuelle de cette activité est directement liée à l'absence de volontarisme de l'Etat en faveur d'un transfert modal ;
- L'absence totale de solution de financement pour maintenir les petites lignes ; dans ces conditions l'annonce du Gouvernement de ne pas suivre la recommandation du rapport Spinetta n'est qu'une déclaration de façade ;
- L'absence de solutions concrètes sur le désendettement du groupe public ferroviaire, dont l'hypothèse reste conditionnée à la réalisation par le groupe de nouveaux efforts de productivité et de vente de filiales ;
- La fin du recrutement au statut et l'objectif de réduire son contenu pour ceux qui continueraient à en bénéficier.

Pour nos fédérations, ce dernier point n'est rien d'autre qu'une position de principe destinée à alimenter devant l'opinion publique une polémique sans aucun lien réel avec l'économie générale du système ferroviaire. Si l'objectif de la réforme que vous projetez vise réellement à améliorer le service public, la concertation que vous mettez en place doit traiter uniquement des questions de fond au premier rang desquelles doivent figurer les modalités concrètes de désendettement, la confirmation des moyens donnés au service public et une plus forte intégration des activités.

C'est pourquoi les fédérations CGT, UNSA ferroviaire, SUD-Rail et CFDT vous enjoignent unitairement à retirer des discussions à venir ce sujet hors de propos. Si la position du Gouvernement devait rester inchangée sur les différents points listés dans le présent courrier, nos fédérations en tireront toutes les conséquences nécessaires à l'issue de la première phase de concertation que vous avez-vous-même fixée au 15 mars.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération ² ...

La concertation déconcertante, pourquoi cela ?

Ce courrier qui, dans la forme, est rédigé dans un jargon technocratique lourd et sans vie. Mais, il enjoint tout de même le gouvernement à « retirer des discussions à venir » les points que « conteste » l'Intersyndicale. Retirer des discussions ne veut malheureusement pas dire Retirer le Pacte ferroviaire .

Mais peut-être, nous pinaillons et coupons les cheveux en quatre dans le sens de la longueur. En ce cas, la logique de ce courrier devait conduire à une seule conclusion : puisque ces « points » et en particulier le « point » qui touche à ce qu'il reste aujourd'hui du Statut des cheminots de nos jours, ne sont pas retirés des discussions, alors toute discussion doit s'arrêter, séance tenante.

Eh bien non, figurons-nous : la concertation continue, 20 séances sont prévues où chacune des 4 fédérations sera reçue séparément. Ce sera d'autant plus facile pour Macron de diviser le front syndical uni. Personne ne peut en être dupe.

Cette unité de façade « par le haut » et dans le dos des gens ne durera pas trois mois...A moins que le « quatuor » s'aligne sur les positions de la CFDT jaune.

Or, le secrétaire fédéral SUD nous interpelle, nous « *le petit monde militant* » :

« *En faisant fi de ce qui nous divise mais en nous rassemblant autour de ce qui nous réunit nous pouvons gagner pour tous, cheminots, service public ferroviaire et usagers.*

Soyons unis autour de l'essentiel, continuons à aller porter partout, auprès de chaque cheminot, de chaque usager, les raisons de fond pour lesquels l'ensemble des salariés de la SNCF et leurs organisations appellent à la mobilisation.... collectivement nous méritons tous ça. »

Quid de l'ouverture à la concurrence ?

Or, là-haut, l'intersyndicale fait fi de tout ce qui peut nous réunir mais aussi nous souder avec les fonctionnaires, les retraités, les étudiants-lycéens. « Soyons unis autour de l'essentiel », Or, il n'y a pas un mot de « contestation » de l'ouverture à la concurrence qui est pourtant le nœud ferroviaire essentiel du Pacte ferroviaire de Macron

Dans ces conditions, la question du Retrait du Pacte ferroviaire est écartée. Sur un réseau social, un syndiqué SUD nous fait remarquer que « cela va sans dire ». Alors, raison de plus pour le dire ! Raison de plus de ne pas jouer à cache-cache au risque de déplaire à la maigre fédération CFDT, qui a montré tant de fois sa promptitude à nous lâcher au premier virage ou à faire des tournées antigreve comme en 2014.

La CFDT vante la réforme 2014, la loi El Khomri et le patron de Transdev (Veolia)

Sur France inter, ce 16 mars, madame la ministre Borne dit : « *je ne comprends pas la grève alors que la concertation est en cours sur de sujets très importants pour les cheminots. Les cheminots attendent des réponses. La concertation doit permettre d'apporter ces réponses .* » Eric Aufrère, général-adjoint de la fédération CFDT lui répond sur cette même station : « *On n'est pas dans le faire, on est dans le faire semblant - En 2014 il y a eu **une première réforme qui a permis de consolider le groupe public ferroviaire*** ». Pepy, le chef de toutes les SNCF rebondit « le statu quo à la SNCF face à l'ouverture à la concurrence, c'est tout simplement mortel, il faut que la SNCF s'adapte pour pouvoir faire face à la concurrence et **la seule manière de s'adapter, c'est de se mettre autour de la table et construire des solutions et que chacun prenne ses responsabilités pour faire évoluer l'entreprise** »

Le Aufrère de la CFDT s'étonne : « *aujourd'hui, Guillaume Pepy dénonce le différentiel de compétitivité par rapport au privé mais il faut savoir qu'il s'est félicité que par **la négociation de la branche ferroviaire sur le temps de travail** , nous avons quasiment abaissé à à peine 11% ce fameux différentiel* »

1. la CFDT vante la réforme destructrice de 2014 dont nous savions doute qu'elle allait être « réactualisée » pour 2019 en vue de l'ouverture à la concurrence
2. la CFDT vante les accords « temps de travail » dont la matrice était la loi El Khomri et qui ont liquidé la réglementation du temps de travail SNCF (RH00077) pour donner de l'élan à la flexibilité qui détruit la vie des salariés

Souvenons-nous qu'au printemps 2016, les fédérations CGT et SUD ont dénoncé avec véhémence la trahison de la CFDT. Mais cette fois ci, ces fédérations ne pourront pas dire qu'elles ne sont prévenues de la trahison de la CFDT sur le terrain miné de la concertation. La suite des propos du général-adjoint de la CFDT la laisse déjà entrevoir.

La CFDT à la pointe de l'ouverture à la concurrence

Le journaliste demande au dirigeant CFDT :

Sur le fond, s'il y a ouverture à la concurrence, y aura des trains avec des cheminots qui ne seront pas au statut des cheminots de la SNCF, comment peut-on garder des cheminots au Statut de la SNCF ?

Le dirigeant CFDT : « mais on peut tout à fait garder des cheminots au statut de la SNCF – la preuve le PDG de Transdev Richard Dujardin a répondu dans un journal libéral l'Opinion pour pas le citer **qu'on peut tester une organisation différente du travail** même si les salariés de la SNCF sont repris avec leur statut de cheminot, donc même les opérateurs ferroviaires privés futurs qui vont intervenir sur le réseau français disent à nous syndicalistes cheminots, non, le Statut n'est pas un handicap pour l'ouverture à la concurrence »

Chacun peut imaginer de quel genre d'organisation différente du travail il s'agit – Encore plus de mobilité, de flexibilité et toujours plus !

Le bonze CFDT ne nous dit pas tout : *Transdev est une entreprise française multinationale comptant parmi les principaux opérateurs de transport en commun au monde. Transdev et Veolia Transport ont fusionné en 2011 pour former Veolia Transdev renommé en 2013 Transdev* . (source : Wikipedia)

Voilà la référence de ce « syndicaliste » qui prépare, qui sait l'intégration de la CFDT dans le MEDEF qui aurait ainsi une « branche- salariés » ! La taule chargée de mettre les opérateurs privés sur le réseau national !!!

Mais, si nous suivons le fil de la pensée du chef de SUD Rail, il faudrait faire fi de tout ceci.

La fin de l'homélie du dirigeant CFDT cheminots est quasiment prémonitoire :

Si le gouvernement fait des ouvertures eh bien nous mesurerons les ouvertures faites par le gouvernement
3

....

D'autre part, sur la question du Statut, il y a maldonne. La réforme de 2014 permet déjà de recruter les nouveaux entrants hors du Statut, sur la Convention collective de la branche « ferroviaire » de strict droit privé :

« Art. L. 2101-2.-La SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités emploient des salariés régis par un statut particulier élaboré dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

« **La SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités peuvent également employer des salariés sous le régime des conventions collectives** . »⁴
....

Comme il était urgent d'attendre le 3 avril pour donner l'ordre de grève, Macron et Pepy ont tout le temps de faire en sorte que assez vite « cette grève ne se voit pas » comme raillait Sarkozy et de faire les ouvertures en trompe l'œil permettant à la CFDT voire à l'UNSA d'appeler à la reprise avant même la grève !

Notre position

1. C'est aux assemblées générales de décider souverainement de l'organisation de la grève, y compris la date de son début
 2. Dans ces assemblées générales, le rôle du « petit monde militant », selon nous, est d'intervenir pour le retrait total du pacte ferroviaire et pour la grève générale de tout le secteur public pour l'abrogation de toutes les ordonnances passées, présentes et à venir – vers la grève générale
 3. Nos responsables syndicaux ne peuvent pas, d'un côté appeler à la grève et de l'autre continuer la concertation.
 4. Rien, absolument rien, ne dit que les cheminots, entre autres catégorie de salariés, attendront le 3 avril
- **Les cheminots savent qu'ils ne sont pas isolés lorsque 100 000 retraités manifestent à Paris et des dizaines de milliers dans toute la France - Ils ne sont pas isolés quand les fonctionnaires s'apprentent à une grève d'avertissement unie.**
 - **Les cheminots, les usagers et la population le sentent très bien : C'est Macron qui est isolé dans ce pays, rejeté de toutes parts et qu'à vouloir opposer les catégories entre elles, il les unit toutes contre lui**

17 mars 2018

1 « *La forme détermine et caractérise le contenu* » est une formule qu'employait l'ingénieur militant trotskyste Gérard Bloch (traducteur de la Vie de Karl Marx de Franz Mehring, notamment)

2 «

3 Video sur : https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=10155405958208008&id=582983007

4 <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029330511&categorieLien=id>

Modifié le samedi 17 mars 2018

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>